

Coalition Burundaise pour la Cour Pénale Internationale



DECLARATION

Après la publication de son bulletin trimestriel sur les crimes commis au sein des forces de défense et de sécurité du Burundi, un bulletin qu'on peut toujours retrouver sur notre site web (www.cb-cpi.org), la CB-CPI a été informée par certaines familles des victimes dans ces corps que les auteurs, co-auteurs et complices continuent à être récompensés par le pouvoir en place au Burundi et sont régulièrement envoyés dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies et de l'Union Africaine.

Elles ont porté à la connaissance de la CB-CPI, l'envoi en cachette et sous un autre grade le **Colonel Grégoire Ndorarigonya Matricule SSO375**, ancien Commandant de l'Institut Supérieur des Cadres militaires (ISCAM) accusé d'avoir livré au service National des renseignements « SNR » le **Sous-Lieutenant Hermès Nduwingoma** qui a été sauvagement assassiné avant d'être enterré d'abord dans des fausses communes avec d'autres jeunes de la zone Nyakabiga également massacrés au lendemain des attaques des camps militaires de Bujumbura le 11/12/2015. Le Col Ndorarigonya serait également derrière les enlèvements, arrestations arbitraires et l'emprisonnement d'une dizaine d'autres étudiants de l'ISCAM sans oublier d'autres qui ont été contraints de prendre le chemin de l'exil craignant pour leur sécurité.

Ainsi comme d'autres auteurs, Co-auteurs et complices des violations graves au Burundi, le Colonel Ndorarigonya a été récompensé et envoyé au début du mois de février 2019 dans une mission de maintien de la paix des Nations Unies MINUSCA en République Centrafricaine avec comme poste **U4 logistique FHQ MINUSCA**.

Cette mission destinée aux grands serviteurs du pouvoir a été organisée avec trop de magouilles et cela probablement pour fausser son identité, il a été obligé de céder deux grades et partir sous le grade de « **Major** »

La Coalition Burundaise pour la Cour Pénale Internationale (CB CPI) a déjà saisi le desk office des Nations Unies pour réclamer le retour du Colonel Ndorarigonya au Burundi en attendant que

2

sa responsabilité sur la mort du Sous-lieutenant Nduwingoma et d'autres violations commises à l'endroit des élèves candidats officiers à l'ISCAM soit établie par une justice indépendante et impartiale.

La Coalition Burundaise pour la Cour Pénale Internationale (CB CPI) profite de cette occasion pour demander avec insistance aux Nations Unies, de prendre la décision de rapatrier tous les militaires Burundais en mission de maintien de la paix en République Centrafricaine, dans le but de ne pas se retrouver en train de financer indirectement les crimes au Burundi.

Il n'est pas normal que le Burundi qui a suspendu la collaboration avec l'office des Nations unies aux droits de l'homme continue à chercher la contribution de la même organisation pour récompenser ses serviteurs dans la commission des crimes sous enquête de la Cour Pénale Internationale. Il importe également de souligner qu'outre la fermeture du Bureau des Nations Unies, le Gouvernement du Burundi a catégoriquement refusé de collaborer avec la Commission d'enquête internationale mise en place par le Conseil des Droits de l'Homme dont le Burundi fait partie et des experts onusiens membres de cette commission ont été déclarés « persona non grata » avec des menaces injustifiées de toute sorte à leur égard.

La CB-CPI reste déterminée à documenter tous les crimes graves commis au Burundi y compris ceux qui sont commis au sein des corps de défense et de sécurité.

Fait le 05/04/2019

Lambert NIGASURA

Président et Représentant Légal.

